

notre nation ne se mesure pas d'après les statistiques se rapportant à la politique financière; on ne peut la mesurer que d'après la somme des biens et des services fournis à notre population et d'après son niveau de vie aussi bien que d'après les libertés dont elle jouit et dont témoigne sa vie quotidienne dans ce grand pays.

C'est le rêve de tout ministre des Finances d'établir un budget parfait. Peut-être qu'avant trop longtemps le ministre actuel y parviendra. J'espère que je serai encore à la Chambre quand il y réussira. Le budget de cette année a été décrit de différentes façons dans les discours des honorables députés et dans divers journaux du Canada. On a dit que c'était un budget d'austérité, un budget de reprise économique et la *Free Press* de Winnipeg, ma propre ville, l'a qualifié de budget d'huile de ricin. Certaines de ces assertions sont vraies dans le fond. Je qualifierai ce budget à mon tour, je l'appellerai un budget sincère. Je dis que c'est un budget sincère, car il est caractéristique de l'attitude d'un gouvernement conscient de ses responsabilités envers la population du Canada.

En terminant, je tiens à rappeler les mots que le ministre des Finances prononçait en présentant son budget l'an dernier, car ils représentent l'attitude véritable du gouvernement. Nous misons sur notre foi inébranlable en l'avenir du Canada et nous nous efforcerons de nous montrer à la hauteur de nos responsabilités.

M. H.-J. Robichaud (Gloucester): Monsieur l'Orateur, répondant à l'exposé financier du 9 avril au soir, le critique financier de l'opposition, l'honorable député de Kenora-Rainy-River (M. Benidickson) a déclaré que malheureusement, comme il arrive souvent, le ministre des Finances (M. Fleming) a mis beaucoup trop de passion dans son exposé, mais pas trop de logique. Nous ne nous surprenons guère du degré de passion mis dans le budget de cette année. Il suffit d'un coup d'œil à la page 2549 du hansard pour constater que les taux applicables aux fruits de la passiflore (*passiflora edulis*) numéro 95c du tarif des douanes restent inchangés. *Passiflora edulis* n'est autre chose que ce que nous connaissons sous le nom de fruit de la passion. Ce fruit étant maintenant admis en franchise en vertu du tarif de préférence britannique, le ministre a dû en avoir à sa disposition, sans frais, durant la préparation de son budget.

Quant à la logique, je m'accorde avec l'honorable député de Kenora-Rainy-River pour penser que ce nouveau budget semble en contradiction directe avec les lignes de conduite que le ministre et d'autres membres du

gouvernement ont prônées ces dernières années. Au cours de mes observations ce soir, j'ai l'intention de m'étendre sur ce manque de logique du gouvernement et de comparer son attitude présente à celle de ses membres avant les élections, de ceux notamment qui ont siégé dans l'opposition les années passées.

Ma critique du présent budget portera sur six points divers,—dont j'exposerai tous les éléments,—qui prouvent le manque de logique, même le manque de programme de la part du gouvernement actuel. Cette carence du gouvernement a été mise en lumière dans un éditorial du *Globe and Mail* du samedi 11 avril, intitulé "Il n'a aucun programme comme guide".

Ce journal, qui a généralement la réputation de n'être pas trop hostile au gouvernement actuel, déclare catégoriquement que les augmentations d'impôt actuelles feront également monter les coûts et les prix dans tous les secteurs de l'économie canadienne. Elles vont rendre les produits canadiens plus chers et moins en mesure de soutenir la concurrence alors que l'exposé budgétaire déclare, comme on le constate à la page 2518 du hansard:

Les marchés mondiaux sont de plus en plus régis par la concurrence et, à moins de pouvoir maintenir nos prix de revient au niveau de ceux des autres principaux pays commerçants, il nous sera de plus en plus difficile de vendre nos marchandises à l'étranger et de faire face chez nous à la concurrence des importations. C'est, d'ailleurs, ce qui se produit maintenant.

Le ministre admet que les prix canadiens sont trop élevés et pourtant il introduit du même coup des modifications fiscales qui augmentent les prix des marchandises d'un autre 352 millions en une année entière. Si on me confiait la mission de présenter un amendement au présent budget, je serais tenté de faire valoir en premier lieu que le gouvernement n'a pas su diminuer les impôts qui représentent une charge excessive pour la population canadienne et placent nos producteurs dans une position très désavantageuse pour concurrencer l'étranger.

En prenant la parole le 28 avril 1954, au cours du débat sur le budget, le ministre des Finances a qualifié le budget Abbott de cette année-là de "pauvre créature décharnée traînée à la Chambre par le ministre des Finances". Il a dit ensuite que les députés ministériels applaudissaient fidèlement comme d'habitude, mais sans apporter à leur tâche trop d'enthousiasme. Il a aussi reproché au ministre des Finances de ne pas accorder d'appréciables réductions d'impôts sur les denrées et d'ajouter au coût de la vie en imposant les articles de première nécessité.

Où trouver la preuve d'une politique rationnelle du présent gouvernement en matière fiscale? Pas plus tard que le 9 février de